

26

1re Journée suisse de l'éducation – Les Thèses SER-LCH

Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, aura lieu, le 2 septembre de cette année, une *Journée nationale de l'éducation*, qui fera se rencontrer les responsables politiques du secteur éducatif et les responsables des associations d'enseignants. Pour lancer le débat sur les politiques de l'éducation, le SER et LCH proposent une série de sept thèses.

28

Les partis politiques et l'école

Bien que l'enseignement obligatoire relève de la responsabilité cantonale, les partis nationaux ont inscrit dans leurs programmes électoraux des lignes directrices plus ou moins claires, plus ou moins récentes et plus ou moins complètes sur l'éducation et l'enseignement. Petit tour d'horizon...

30

Les ambitions des partis pour l'école

En parcourant les différentes prises de position des partis politiques, on peut trouver un bon nombre d'éléments qui ont trait aux sujets abordés par les thèses. Morceaux choisis...

Les enseignants et les politiques se parlent



Josiane Aubert (PS), Christian Wasserfallen (PLR), Ulrich Schlüer (UDC), Ursula Haller (PBD), Tiana Angelina Moser (PVL), Kathy Riklin (PDC) et Katharina Prelicz-Huber (Verts), conseillères et conseillers nationaux, représenteront leur parti lors de la première table ronde de la journée.

1re Journée suisse de l'éducation

Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, aura lieu, le 2 septembre de cette année, une *Journée nationale de l'éducation*, qui fera se rencontrer les responsables politiques du secteur éducatif (conseillères et conseillers nationaux, conseillères et conseillers aux Etats, président-e-s de partis, chef-fe-s de département...) et les responsables des associations d'enseignants. Cette première *Journée nationale de l'éducation* est mise sur pied par le Syndicat des enseignants romands (SER) et Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer (LCH, faïtière alémanique) qui sont persuadés que les programmes politiques peuvent et doivent se nourrir de l'expertise professionnelle. Au moment où la campagne des élections fédérales pousse les partis à multiplier les avis et les propositions sur l'école, un tel «Davos de l'éducation» semble indispensable. Souhaité par les uns, craint par les autres, l'Espace suisse de l'éducation est en passe de devenir une réalité de toute première importance. Sa construction relève de la responsabilité politique au sens le plus large du terme.

Ne participeront à cette journée qu'un nombre limité d'invités, parmi lesquels les présidents de vos associations. Pour plus d'informations, consultez le site du SER (et celui de la journée www.journee-education.ch) ou renseignez-vous auprès de votre association cantonale.

Pour lancer le débat sur les politiques de l'éducation, le SER et LCH proposent une série de sept thèses (ci-après) qui ont été élaborées au niveau du Comité central du SER (CoSER) et de la *Geschäftsleitung de LCH*. L'Assemblée des délégués (AD) du SER et la *Präsidentenkonferenz de LCH* ont été associées.

Les thèses SER-LCH

1. En finir avec la «mission impossible»

Les écoles ont besoin d'un mandat clair, réalisable et contraignant. Le Plan d'études doit déterminer quel élève, à la fin d'un cycle scolaire, doit maîtriser quoi et à quel niveau. Cette mission de base doit être définie au niveau national, comme le prévoit la Constitution. Dans le même temps, l'école doit être armée pour vivre avec les attentes contradictoires de l'enseignement et de l'éducation, inévitables dans une société démocratique et pluraliste. Il doit être admis que, avec la meilleure volonté du monde, l'école ne peut satisfaire toutes les exigences. Les nouvelles exigences des groupes de pression sociaux ne doivent pas se traduire par une influence directe sur les pratiques d'enseignement ou les trains de réformes, mais doivent d'abord s'exprimer au niveau de l'élaboration des programmes. Pour un dialogue ouvert entre l'école et son environnement sociétal, de nouvelles formes doivent être trouvées, qui vont au-delà de l'immixtion systématique et de la critique profane.

2. Investir davantage dans l'éducation

Avec 5% du produit intérieur brut consacré à l'éducation, la Suisse est tout juste dans la moyenne de l'OCDE. Des pays comme le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande et la Nouvelle-Zélande affichent un à deux points de pourcentage de plus. Bien que l'argent seul ne soit pas automatiquement synonyme de qualité, l'éducation est de plus en plus considérée comme l'un des investissements les plus importants pour le bien-être, le fonctionnement de la démocratie et la préservation de la souveraineté d'un pays. Par conséquent, la part des investissements dans l'éducation doit augmenter dans le PIB. Améliorer l'efficacité et l'efficience des investissements dans l'éducation est un devoir à long terme, incontournable. Un devoir qui n'est pas compatible avec des mesures d'économies qui, dans la règle, n'améliorent ni l'efficacité ni l'efficience, mais péjorent la qualité en général.



© Gianni Ghiringhelli

3. Attirer les meilleurs pour la profession

C'est lorsqu'il porte sur l'amélioration de la qualité du personnel enseignant que l'investissement dans l'éducation est le plus efficace. Les enseignants de tous les degrés doivent, en fonction des différentes exigences de leur tâche, bénéficier tous d'une formation de niveau *Master*. La profession doit être attrayante pour des jeunes capables d'engagement, intellectuellement compétents et soucieux d'efficacité. Elle doit l'être en particulier à nouveau pour les hommes. En plus de l'amélioration des perspectives de carrière, des aménagements horaires doivent être réalisés pour que plus de temps puisse être consacré à la préparation sérieuse de l'enseignement, à son évaluation et à la collaboration. La politique salariale doit soutenir la comparaison avec d'autres professions académiques à haut niveau de responsabilité. Tout *dumping* réalisé pour compenser les pénuries est une opération à courte vue, qui détériore l'image de la profession, conduit à des dérives et pérennise à moyen et long terme des problèmes de qualité déjà existants.

4. Respecter les professionnels

L'ingérence politique dans les détails opérationnels de la gestion de l'école doit être remplacée par une culture de respect pour la profession. L'idée de base du *new public management*, qui a souvent été pervertie, devrait être finalement appliquée: la politique donne le mandat, la profession définit à quelles conditions le mandat peut être assumé. En cas d'incohérence entre l'une et l'autre, c'est à la politique de décider soit d'améliorer les ressources, soit de réduire le mandat. La profession ne peut plus tolérer d'avoir à assumer des mandats sans ressources appropriées. Elle ne peut plus admettre non plus que des non-professionnels se mêlent de la pratique du métier.

5. Egalité des chances et intégration: des objectifs non négociables

L'instruction publique dans une société démocratique n'est concevable que sous la condition de viser l'égalité des chances et l'intégration, comme le prévoit la Constitution. Il est évident que ces principes directeurs

ne sont que partiellement réalisables dans la pratique, leur mise en œuvre est limitée. Les polémiques qui peuvent les entourer sont complètement stériles et hors de propos. Les écoles, cependant, ont un grand besoin de moyens et de ressources pour la gestion des différences dans la classe. De plus, en regard de l'évolution de la société, il faut en Suisse beaucoup plus de structures de jour et de dispositifs pour la petite enfance.

6. Remplir le contrat, plutôt que repeindre la façade

La rhétorique à la mode, qui prône contrôle et concurrence, doit être clairement rejetée. Les analogies de *Benchmarking* avec l'économie privée sont, pour diverses raisons, inapplicables à l'école obligatoire. Les pays qui ont une culture poussée de la concurrence (classement des écoles, audits, comparatifs) ne réussissent pas, parce que leurs écoles doivent s'impliquer dans ces approches vite dépassées et dépenser leur énergie à «repeindre la façade» plutôt qu'à investir dans le bon accomplissement de la tâche. Une judicieuse alternative voudrait qu'on oblige les écoles à un «rendre compte» sur la façon dont elles s'acquittent du mandat. Ce qui implique une auto-évaluation professionnelle et contrôlée.

7. Affermir l'éducation citoyenne

L'éducation citoyenne est aujourd'hui nettement insuffisante, au point de mettre en danger la participation des citoyennes et citoyens au processus de construction de la communauté démocratique. L'éducation citoyenne est menacée par de nouvelles coupes dans les grilles horaires et les plans d'études. Il faut des connaissances de base sur le fonctionnement de nos institutions, et, pour les enfants et les jeunes, un éveil au sens et à la volonté d'un engagement politique personnel. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est une offensive éducative commune du politique, de l'institution scolaire (départements cantonaux) et du corps enseignant, assortie des ressources nécessaires.

Les partis politiques et l'école

Bien que l'enseignement obligatoire relève de la responsabilité cantonale, les partis nationaux ont inscrit dans leurs programmes électoraux des lignes directrices plus ou moins claires, plus ou moins récentes et plus ou moins complètes sur l'éducation et l'enseignement.

Petit tour d'horizon...



PDC

Affiché dans la liste des «thèmes principaux», le thème de la formation et de la recherche figure en bonne place dans le programme et sur le site du PDC. C'est que, se définissant

comme le parti de la famille, le PDC est aussi celui de la présidente de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), la conseillère d'Etat Isabelle Chassot. Il en est résulté un important document de base intitulé «Excellente formation pour une Suisse performante et compétitive», adopté par la présidence du parti le 2 juillet 2010. Grosse ombre au tableau: cette excellente prise de position n'a été élaborée que par des Alémaniques. Même dans les audits réalisés ne figure aucun Romand (en dehors d'Isabelle Chassot). Si LCH a bien été consulté, le SER a été ignoré et le document ne parle ni du PER ni de la Convention scolaire romande. Cerise sur le gâteau, le titre du texte en français est à l'enseigne de *CVP Schweiz*. www.pdc.ch

PLR

Les Libéraux-Radicaux

PLR

Issu de la fusion des Libéraux et des Radicaux, le PLR en tant que tel n'a pas encore fait de déclaration

particulière sur la question éducative. Les textes définissant ses positions sont pour la plupart d'anciens documents du parti radical. La position de fond, intitulée «La formation: notre vitamine pour l'emploi – La voie vers la société du savoir», date du 8 avril 2000, mais semble faire encore référence. Un autre document a été rédigé un peu avant la votation sur les articles constitutionnels en 2006. Il porte le titre suivant: «Dans le domaine de la formation, la performance doit être récompensée» et renvoie à un site qui a apparemment été créé pour l'occasion: www.intelligencesuisse.ch

Seule position récente du PLR: le libre choix de l'école (19 septembre 2009). www.plr.ch



Parti Bourgeois-
Démocratique Suisse

PBD

Se définissant comme «la nouvelle force», le tout jeune «parti bourgeois-démocratique» n'a pas un programme très élaboré. Par consé-

quent, ses positions sur les questions de formation sont assez peu nombreuses et peu étayées. Dans son document «Programme», du 1er novembre 2008, il insiste sur le fait qu'il ne s'agit que d'orientations générales, mais place le bon fonctionnement du système scolaire et la garantie de l'égalité des chances comme le premier des vingt-quatre points de son programme. www.bdp.info/bienvenue_franz



PS

Le document qui fait foi concernant la position du PS sur l'éducation est un texte de juin 2008 intitulé «Les meilleures chances pour entrer dans la vie». Rédigé sur la base de douze thèses du PS suisse sur la

formation de 2001, il présente onze thèses brièvement développées et conclut chacune par les exigences qui en découlent pour le parti. A signaler aussi, la prise de position d'une Assemblée des délégués de 2007 sur l'«Egalité des chances pour tous». www.sp-ps.ch/fre



UDC

Depuis 2008 (document sur HarmoS), les positions de l'UDC sur l'école se sont multipliées (les performances scolaires, les enseignants, le

programme scolaire), jusqu'à ce texte de synthèse, paru en octobre 2010 et intitulé «Le chemin conduisant à une école publique basée sur la performance». Forte de 159 pages qui contiennent pourtant de nombreuses redondances, cette prise de position est bien connue des instances du SER et de son Assemblée des délégués qui en ont débattu en novembre 2010 (voir encadré). A noter que, à l'instar du programme du PDC, ce texte ignore la réalité romande. www.udc.ch



Les Verts

La formation fait partie pour les Verts de la politique sociale et

fait l'objet de lignes directrices et d'un programme détaillé, adoptés tous deux lors de l'Assemblée des délégués du 16 avril 2005. Cette prise de position est basée sur sept «principes directeurs» qui vont du temps consacré à la formation à l'égalité des chances et à l'équité. Les différents ordres d'enseignement ainsi que la formation continue font l'objet de thèmes développés par ailleurs.

Deux autres prises de position ont également été publiées: l'une sur HarmoS et l'autre contre le libre choix de l'école. www.verts.ch



Les Verts libéraux

Pas encore de prise de position déclarée sur l'école et la formation pour ce parti tout jeune sur le plan national. www.vertliberaux.ch

Le SER et l'UDC

La parution du document stratégique de l'UDC *Le chemin conduisant à une école publique basée sur la performance* a fortement inquiété les délégués du SER qui ont inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée du 27 novembre 2010 un point de discussion à son sujet. A la suite de «longs débats réprobativement unanimes», l'Assemblée a tenu à affirmer que les «thèses» de l'UDC étaient à l'opposé de celles que le SER avait toujours défendues. Le débat s'est poursuivi dans les cantons et décision a été prise début 2011 de lancer une pétition intitulée «Tout enfant est éduicable» pour enjoindre les Exécutifs cantonaux à «s'engager résolument à défendre et à promouvoir une Ecole publique basée sur le principe d'éducabilité et déterminée à corriger les inégalités de chances». Très bien accueillie, la pétition a recueilli plus de 20 000 signatures et l'appui de nombreuses personnalités, particulièrement en Valais et dans le Jura.

Les avis des partis sur l'école (en deux mots)

- PDC** Le PDC est fier du système éducatif suisse et de la qualité de la formation dans notre pays.
- PBD** Nous pouvons être fiers de notre modèle de formation, mais nous ne devons pas nous endormir sur nos lauriers et garder un esprit critique afin d'occuper un rôle de premier plan.
- PLR** Depuis toujours, le PRD s'engage en faveur d'un système de formation de toute première qualité, de l'école primaire jusqu'à l'Université et aux Hautes Ecoles, en passant par le niveau secondaire.
- PS** Nos institutions de formation sont toujours des points particulièrement chauds de l'évolution et des changements de la société. Aujourd'hui, l'école obligatoire se trouve ainsi confrontée à de fortes attentes et aux critiques qui en découlent.
- UDC** La désorientation a pris le dessus et s'est concrétisée par des plans d'enseignement vagues et diffus et par des objectifs d'apprentissage qui semblent choisis au hasard (...). Cette désorientation a débouché sur une école de tout et de n'importe quoi (...). **La désorientation et l'incapacité d'éduquer ont affecté le noyau même de l'école primaire suisse.**
- Verts** Les écoles sont des lieux de formation structurés, mais l'apprentissage ne se borne pas au cadre scolaire, il s'étend à l'expérience du quotidien.

Morceaux choisis

Les thèses proposées par LCH et le SER l'ont été en vue de la journée du 2 septembre. Il n'a pas été demandé pour l'instant aux partis politiques de se prononcer spécifiquement sur ces bases. En parcourant les différentes prises de position évoquées dans les pages précédentes, on peut trouver un bon nombre d'éléments qui ont trait aux sujets abordés par les thèses. Vous trouverez ci-après des morceaux choisis en fonction de chacune des thèses. Ils sont tous tirés des documents cités en pages 28 et 29. Pour plus d'information et pour retrouver ces extraits dans leurs contextes, n'hésitez pas à vous référer aux textes originaux à disposition sur les sites des partis ou sur le site de l'Éducateur (www.revue-educateur.ch)

(*réd.*)

1. En finir avec la «mission impossible»

PBD: Même si l'éducation des enfants relève de la sphère privée, elle doit aussi s'accompagner d'un soutien de la collectivité.

PLR: Apprendre toute sa vie: on exige de tout un chacun aujourd'hui qu'il soit ouvert à la formation toute sa vie durant. La rapide évolution technologique rend le savoir acquis rapidement obsolète. L'école obligatoire, les écoles professionnelles, la formation académique et le perfectionnement professionnel méritent la même attention.

PS: L'école publique du futur disposera d'un horaire continu avec un mandat global de formation, et sera accessible gratuitement à tous les enfants. Il n'y aura plus de séparation de responsabilité entre l'école, les activités organisées du temps libre et l'accompagnement ou la garde. Les branches d'enseignement intégreront des cours de sport, de travaux manuels et de musique. Au niveau pédagogique, l'école publique du futur et l'apprentissage précoce des enfants formeront un tout.

UDC: A côté de la transmission de savoir et de connaissances, l'école a la tâche d'éduquer les élèves à la propreté, à la précision, à l'endurance et à la ténacité en abordant les matières scolaires. La réflexion et le travail précis, la compréhension et l'application correcte de règles sont autant de buts de la formation et de l'éducation. Par une conduite compétente de la classe, le maître doit réussir à faire comprendre à ses élèves que ces efforts d'apprentissage n'aboutiront pas sans discipline et sans ordre extérieur.

Verts: Quels que soient son origine, son genre ou son âge, chaque personne a droit à la formation. La formation est un processus continu de la société tout entière et de chacun de ses membres. Ses objectifs sont d'assurer l'émancipation personnelle d'un individu, de développer son sens des responsabilités ainsi que sa capacité d'agir et de s'intégrer au sein d'une communauté.

Verts: L'école doit établir un équilibre entre l'apprentissage cognitif et la formation de la créativité, l'éducation psychomotrice, psychique et sociale.

Verts: Une éducation cognitive systématique trop précoce n'est pas l'objectif du cycle élémentaire. Un objectif important est d'apprendre aux enfants la langue locale de référence; cet apprentissage doit commencer parallèlement à la socialisation dès que possible au préscolaire.

Verts: Les enseignant-e-s ne sont pas les seuls professionnels à l'école. De nombreuses charges de l'école sont confiées à d'autres professionnels avec des qualifications diverses, telles que celles nécessaires pour le travail social, psychologique, médical, l'économat et le rectorat. Un personnel hautement qualifié est engagé en conséquence. Ils se partagent les responsabilités afférentes au bon fonctionnement de l'école.



Ursula Haller est conseillère nationale PBD du canton de Berne. Elle est membre de la Commission de politique extérieure et de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national. Elle représentera le PBD dans la première table ronde.



Articulation éducation – enseignement

Dans la «mission impossible» de l'école, il est un aspect qui est au centre des débats, c'est la part éducative que doit assurer l'école, et la collaboration école, famille et société dans la responsabilité de l'éducation des enfants et des jeunes. Les partis ont tous des idées sur la question. (réd.)

PDC: Clarifier le rôle principal des enseignants. Mettre les parents à contribution dans leurs tâches éducatives: le PDC exige une clarification de la mission confiée à l'école obligatoire. Le rôle principal des enseignants doit consister à dispenser un enseignement aux élèves. L'école obligatoire n'a pas pour mission de se substituer aux parents dans les tâches éducatives qu'ils ont négligées ou de résoudre les problèmes de société. C'est la raison pour laquelle il faut mettre davantage les parents, respectivement les représentants légaux, à contribution. Il y a lieu de rendre obligatoires les soirées de parents ainsi que les entretiens avec les enseignants. Si les parents, respectivement les représentants légaux, sont absents à plusieurs reprises sans mot d'excuse, il faudrait pouvoir leur infliger une amende.

PLR: L'école ne saurait remplacer la famille. Les parents portent la responsabilité principale de l'éducation de leurs enfants. Leur système de valeurs, leur sens des responsabilités et leur capacité de communication déterminent de manière essentielle et dès le début la formation de leurs enfants. L'école a aussi à transmettre des valeurs éducatives.

PS: Apprendre signifie se développer sur les plans spirituel, émotionnel et social, quant à sa sensibilité, ses connaissances et ses facultés motrices. Pour que l'enseignement soit une réussite, les parents tout comme les enseignantes et les enseignants doivent mettre en place à tous les niveaux le cadre qui permettra aux enfants de trouver rapidement, pour l'ensemble des domaines de formation, des incitations et des défis en bénéficiant des mesures d'encouragement et des soutiens individuels nécessaires.

PS: Les parents, les enseignant-e-s et les partenaires de l'école doivent travailler ensemble et éliminer les barrières artificielles du point de vue de l'enfant entre éducation, accompagnement et école. Il faut donc que les parents soient obligés de s'impliquer dans les questions qui concernent la vie de leurs enfants à l'école.

UDC: Les jeunes réclament des repères que seuls des êtres humains peuvent leur donner, des personnes qui se sentent responsables des jeunes et qui les aiment

avec toutes leurs qualités et tous leurs défauts. Tel est le cas des parents, mais aussi des enseignants qui les accompagnent avec engagement dans leur formation.

UDC: L'objectif de l'éducation est de rendre les enfants aptes à vivre dans un Etat libéral et démocratique (...) et en assumant leurs responsabilités.

UDC: La formation du caractère est l'affaire des parents, la transmission des connaissances et l'ouverture à la culture est celle de l'école. Cette double mission des parents et de l'école ne peut pas être partagée.

UDC: Le temps de l'anti-pédagogie semble révolu. Mais il demeure des incertitudes très répandues sur les questions touchant à l'éducation. De nombreux responsables de l'enseignement hésitent à avoir des exigences raisonnables et équitables face aux enfants et aux jeunes. Ils sont nombreux à ne pas vouloir appeler un chat un chat ou à faire preuve de courage dans le débat sur l'éducation et à appliquer les règles édictées – alors que c'est précisément ce qui importe dans le domaine de l'éducation.



Josiane Aubert est conseillère nationale PS du canton de Vaud. Elle est membre de la Commission science éducation culture du Conseil national (dont elle fut présidente en 2008-2009). Elle représentera le PS dans la première table ronde.



Le Palais fédéral

Verts: La formation est un processus informel et continu d'une part, ciblé, structuré et organisé d'autre part. La formation est donc basée à la fois sur les expériences de la vie de tous les jours et sur l'enseignement dispensé sur les bancs d'écoles!

Verts: La formation représente bien davantage qu'une accumulation de connaissances. La formation s'étend aussi à un vaste champ d'intérêts et de sensibilités, de capacités, de compétences, de prises de conscience et de convictions. Une grande partie de ceux-ci s'acquiert durant la prime jeunesse. La formation élémentaire de base prend donc du temps et elle est fondamentale.

2. Investir davantage dans l'éducation

PBD: Les enseignants comme les élèves doivent donc être reconnus et encouragés par l'économie comme par les décideurs publics.

PBD: Le PBD est sceptique face à l'idée d'une privatisation de l'école obligatoire.

PDC: Pas de restrictions budgétaires significatives: la formation est le fondement de notre prospérité. Elle représente un avantage que nous ne devons pas mettre en jeu. C'est pourquoi le PDC refuse, même en temps de crise économique, d'appliquer d'importantes restrictions budgétaires au détriment de la formation.

PLR: La formation forme pour la Suisse le facteur de développement et de croissance le plus important. C'est le meilleur moyen de lutter contre le chômage et la pauvreté. C'est la raison pour laquelle il est indispensable de bien développer ce facteur, spécialement lorsque l'économie s'affaiblit.

PS: Même si notre vision ne peut se réaliser d'un jour à l'autre, nous avons la volonté d'entamer sa réalisation dès aujourd'hui. Les ressources que nous y consacrons représentent un investissement essentiel pour l'avenir; elles doivent être mises à disposition de manière suffisante, sûre et conforme aux besoins. La mise en œuvre de notre vision ne peut se faire qu'en accord harmonieux avec les autorités scolaires et en tenant compte des conditions locales.

UDC: En fait, l'école primaire souffre aujourd'hui d'un excès de moyens financiers et non pas d'un manque d'argent. Ce constat est d'autant plus vrai qu'une bureaucratie foisonnante affecte de plus en plus la qualité de l'enseignement primaire. Ecole moins chère – école meilleure: il ne s'agit pas simplement d'un slogan facile. Bien au contraire, une réorientation dans ce sens permettrait à l'école primaire de retrouver ses qualités d'autrefois.



Ulrich Schlüer est conseiller national UDC du canton de Zurich. Il est membre de la Commission de politique extérieure et de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national. Il représentera l'UDC dans la première table ronde.



«Ecole moins chère – meilleure école» n'est pas un slogan creux. Cette devise pourrait au contraire amener l'école publique à retrouver sa qualité passée.

Verts: La prise en charge et la responsabilité des écoles locales doivent être renforcées plus qu'elles ne le sont aujourd'hui, surtout du point de vue de la pédagogie et au niveau de la conduite du personnel et des finances. Renforcement veut dire les doter des compétences professionnelles appropriées et de ressources suffisantes – en partenariat avec les instances cantonales et nationales.

3. Attirer les meilleurs pour la profession

PDC: Stopper l'actuelle dévalorisation sociale du métier d'enseignant, voire même le rendre à nouveau plus attractif.

PDC: (...) une formation raccourcie pour les personnes venant d'un autre milieu professionnel, la possibilité pour les enseignantes et enseignants d'accomplir une formation continue ou une deuxième formation leur permettant d'enseigner à un degré différent, la diminution des obligations administratives.

PDC: «Désacadémiser» certains cursus de formation: le PDC désapprouve la tendance actuelle qui consiste à académiser de façon générale différentes professions (par exemple enseignantes et enseignants des degrés préscolaire et élémentaire). Les enseignantes et enseignants des degrés préscolaire et élémentaire assument la tâche importante de préparer les enfants à leur scolarisation et de stimuler leur développement dès leur plus jeune âge. Pour ces degrés scolaires, il est inutile d'avoir un niveau de connaissances requis par la maturité dans des disciplines telles que les mathématiques ou la physique. Des métiers de ce genre conviennent parfaitement aux personnes qui réintègrent le monde professionnel. Les personnes qui se sont occupées durant vingt ans de leurs enfants à la maison ont développé des compétences et ont acquis de l'expérience et de la pratique. Il faudrait également prendre en considération ces compétences dans le cadre de la formation. C'est pourquoi il conviendrait de créer des filières de formation supplémentaires pour ces groupes de personnes. La «désacadémisation» présuppose l'offre de formations de raccordement pour adultes.

PLR: Les enseignants doivent recevoir une formation optimale et avoir la possibilité de continuer à se former en permanence. Telles sont deux exigences de départ pour que le niveau de qualité de la transmission des connaissances, et par conséquent de l'enseignement

scolaire, puisse augmenter. Le PRD demande qu'on investisse davantage dans la formation des personnes qui transmettent les connaissances à nos enfants.

PLR: Le PRD reconnaît le rôle important du corps enseignant et en soutient le perfectionnement. Il y a lieu toutefois d'apprécier les prestations de ce dernier par des systèmes d'évaluation personnels et externes.

PS: Les enseignantes et les enseignants doivent pouvoir s'appuyer sur des conditions cadres fiables, compte tenu de leurs tâches très exigeantes. Ils doivent pouvoir être fiers du métier qu'ils exercent.

PS: Le PS exige, tant pour le corps enseignant que pour les écoles, un soutien suffisant et des ressources supplémentaires si elles s'avèrent nécessaires, de sorte que les enseignantes et les enseignants puissent répondre aux besoins des enfants en leur qualité de pédagogues engagés. Les HEP doivent orienter systématiquement leur formation sur les nouvelles exigences de la profession d'enseignant et d'enseignante. La formation des enseignantes et des enseignants doit être coordonnée au niveau national.

UDC: Un enseignant (...) doit être inspiré par le souci d'accompagner ses élèves dans la vie, de leur donner le bagage intellectuel et caractériel qui leur permet d'affronter les réalités de la vie. Un enseignant qui n'aime ni son travail ni les jeunes humains qui lui sont confiés ne réussira pas dans son métier.

UDC: Trop universitaire et axée trop unilatéralement sur des aspects intellectuels, la formation des enseignants est aujourd'hui dans un cul-de-sac parce qu'elle néglige le développement des aptitudes à diriger.



Kathy Riklin est conseillère nationale PDC du canton de Zürich. Elle est membre de la Commission de politique extérieure et de la Commission science éducation culture du Conseil national. Elle représentera le PDC dans la première table ronde.

UDC: L'enseignant réalise des performances et il exige des performances. Les personnalités se développent en produisant des performances. Axées sur la vie professionnelle pratique, les écoles normales d'autrefois (en partie privées) obtenaient souvent des résultats excellents, notamment dans la formation des enseignants des degrés supérieurs. Les Hautes Ecoles pédagogiques, qui détiennent aujourd'hui le monopole de la formation des enseignants, en sont très loin.

UDC: La formation des enseignants a certes été portée à un niveau universitaire irréaliste, mais cette nouvelle filière ne réussit pas, beaucoup s'en faut, à garantir une relève suffisante d'enseignants. Les lacunes dans le corps enseignant sont chaque année plus criantes. L'occupation des places d'enseignants est marquée par des improvisations au détriment de la qualité. L'agitation et les lacunes croissent parallèlement. On ignore de plus en plus le principe essentiel selon lequel la conduite d'une classe exige en premier lieu des qualités de dirigeant.

UDC: C'était une erreur de garantir aux Hautes Ecoles pédagogiques le monopole de la formation des enseignants. La mise à l'écart des écoles normales privées a encouragé une académisation globalement nocive de la formation des enseignants. La liberté de choix de la filière de formation était utile à la qualité. Elle empêche la focalisation sur des modèles théoriques – aux motivations souvent idéologiques – qui s'avèrent inaptes dans la pratique. Une saine concurrence dans la formation des enseignants avec le libre choix de l'organe de formation enrichit l'école primaire.

UDC: Sans baccalauréat ou maturité professionnelle, il est aujourd'hui impossible d'entrer dans une Haute Ecole pédagogique. Il s'agit là d'une exigence excessivement intellectuelle qui décourage des pédagogues parfaitement doués, mais qui attachent plus d'importance à la transmission de matières qu'à la connaissance exhaustive de celles-ci. L'exigence d'une maturité (et le mépris qu'on peut en déduire pour les autres diplômés) est particulièrement irréaliste, voire hostile à la profession, au niveau des éducatrices d'école enfantine qui doivent avant tout disposer d'aptitudes pédagogiques de base et de talents manuels, voire artistiques.(...) Les Hautes Ecoles pédagogiques sont encore loin d'atteindre le niveau qualitatif des anciennes écoles normales.

UDC: Dans la formation des enseignants du degré secondaire tout particulièrement, les anciennes écoles normales, en partie privées et axées sur la pratique, ont obtenu d'excellents résultats que les Hautes Ecoles pédagogiques sont loin d'atteindre. Le concept des quatre branches (chaque maître secondaire doit

acquérir l'aptitude d'enseigner dans quatre branches librement choisies), que la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) a imposé sur pression des Hautes Ecoles pédagogiques, pousse au contraire le degré secondaire dans une crise de plus en plus profonde. Voici les symptômes de ce mal: de pures disciplines de discussion («branches à palabres») écartent les branches exigeant des performances, soit notamment les sciences naturelles. Il devient de plus en plus difficile pour un nombre croissant d'écoles de répondre aux exigences du plan d'enseignement par un horaire raisonnable, car les diplômés des Hautes Ecoles pédagogiques choisissent trop souvent des branches qui n'ont aucun rapport avec les besoins réels.

Verts: Les Verts suisses sont en faveur de HEP relevant de la Confédération. Le degré Bachelor permettra à toute personne enseignante de se qualifier pour enseigner à un cycle d'âge déterminé, ainsi que pour l'obtention d'un brevet d'enseignement comprenant des groupes de disciplines précises; cela signifie qu'il faut non seulement abandonner l'idée d'un-e enseignant-e avec une formation universelle, mais abandonner le concept d'un-e enseignant-e avec une seule spécialisation à l'école obligatoire.

4. Respecter les professionnels

PBD: L'Etat assure le bon fonctionnement du système scolaire, et garantit ainsi l'égalité des chances.

PDC: Définir plus clairement les tâches qui incombent à l'école et à la politique: le rôle de la politique dans le domaine de l'éducation consiste à attribuer des mandats de formation clairs, à s'occuper de créer des conditions cadres adaptées aux mandats ainsi qu'à déterminer les standards de qualité qui s'imposent. La tendance et les risques actuels résident dans le fait que la politique s'immisce trop dans les domaines opérationnels. Les écoles ont besoin de leur autonomie, les enseignantes et enseignants ont besoin de leurs libertés. Compte tenu de ces circonstances, le PDC exige qu'une plus grande liberté soit accordée aux écoles et que la politique en revienne à ses tâches essentielles.

PLR: Les différents instituts de formation et les écoles doivent pouvoir disposer d'une grande liberté en ce qui concerne leur direction, leur personnel et leur budget. (...) On peut améliorer l'efficacité des écoles publiques en les rendant responsables de leur budget, de leur administration et de leur personnel. On améliore ainsi les chances de carrière du corps enseignant.



La réalité de l'école selon l'UDC

Le programme (très dense) proposé par l'UDC prétend vouloir corriger la «réalité» de l'école. Ce qui est très surprenant (pour ne pas dire plus), c'est que les professionnels du terrain vivent une autre réalité. Quelques morceaux choisis de l'école telle que perçue par l'UDC. Chaque enseignant-e pourra mesurer la justesse de ces observations. (réd.)

L'appréciation globale d'un élève sous la forme du portfolio est donc calculée par un logiciel dans lequel sont introduites les appréciations individuelles de chaque enseignant spécialiste. Le profil global renseigne sur les performances et le comportement à l'école de chaque élève. Le but est d'obtenir une appréciation anonyme, car réalisée par un ordinateur.

Les écoles primaires n'ont pas de problèmes financiers. Ce constat vaut pour tous les cantons. Il s'avère en revanche que les Directions de l'instruction publique de nombreux cantons engagent mal et gaspillent des fonds importants. Des fonds supplémentaires énormes pourraient être dégagés pour la formation, donc directement pour l'enseignement scolaire, si on réduisait enfin la bureaucratie insensée qui a proliféré ces dernières années dans le contexte des écoles primaire.

Les directeurs de l'instruction publique ont par la suite accordé aux directeurs des écoles primaires des compétences qui étaient autrefois réservées aux autorités scolaires élues par le peuple. De toute évidence, les directeurs de l'instruction publique cherchent à soustraire l'école primaire au contrôle démocratique. Avec pour conséquence que l'école primaire devient de plus en plus la place d'exercice favorite de fonctionnaires pédagogiques jouant aux réformes sans s'inquiéter des besoins des parents et de la population.

Le degré supérieur de l'école primaire (7^e à la 9^e année scolaire) est en chantier depuis un quart de siècle. Les essais scolaires et les modèles se succèdent sans cesse. Motivés par des envolées verbales aussi théoriques que prétentieuses, ces essais échouent trop souvent dans la pratique – pour être relayés par l'essai suivant. Cette agitation réformiste empêche une analyse sérieuse et sans a priori des résultats, de circonscrire précisément les raisons d'un échec et d'en tirer les leçons qui s'imposent.

La féminisation du métier d'enseignant provoque et favorise de surcroît une prolifération de postes à temps partiel qui affecte la mission de formation de l'école et menace le principe du maître de classe. Le nombre croissant de postes à temps partiel complique l'organisation et compromet l'enseignement, donc aussi la qualité de celui-ci. L'augmentation massive du nombre de postes à temps partiel à l'école primaire n'est en outre guère propice à l'engagement professionnel et personnel des enseignants pour leurs classes. D'une manière générale, il n'est certainement pas souhaitable que les jeunes ne soient en contact qu'avec du personnel éducatif et enseignant féminin jusqu'à leur majorité. Ce développement doit être stoppé par une réduction massive du nombre de postes à temps partiel.

Dans le cadre de la réformite aiguë qui touche l'enseignement, menée tambour battant par des théoriciens de l'école – souvent peu compétents dans leur métier d'enseignant –, l'école infantine et primaire est devenue les terrains d'expérimentation favoris des réformateurs.

Un trouble du comportement de nature à réduire la capacité d'apprentissage peut être provoqué à la naissance – par exemple sous forme d'anomalie au niveau de l'appareil moteur ou de nervosité particulière. Les causes sont toutefois souvent à rechercher dans une éducation parentale insuffisante ou totalement négligée. ●

PS: Une bonne école n'est ni un lieu où l'on s'amuse tout le temps, ni un camp d'entraînement, ni un élevage. Une bonne école se caractérise par un certain nombre de règles à respecter, un sens de la responsabilité et une atmosphère de confiance. Tout cela implique des directions d'école professionnelles, des objectifs de formation transparents et une collaboration étroite avec les parents.

PS: Les bonnes écoles ont une culture scolaire basée sur le fair-play, le respect et la tolérance. (...) Des écoles de qualité ne tolèrent aucune violence; pour leurs élèves et leurs enseignants, elles sont un lieu d'apprentissage et de travail motivant, d'où la peur est absente.

PS: A l'avenir, le lieu de travail du corps enseignant doit, pour l'essentiel, être l'école, même en dehors des heures d'enseignement.

UDC: La mission de formation vit de l'engagement et de la qualification professionnelle des enseignants.

UDC: Pour permettre à chaque enseignante et à chaque enseignant d'exercer ses qualités dirigeantes face à une classe, il faut lui donner un maximum de liberté dans la conception de son enseignement: les objectifs à atteindre avec la classe dans chaque discipline sont certes fixés, mais l'enseignant doit être aussi libre que possible dans le choix de la voie permettant d'atteindre ces objectifs – aussi au niveau de la méthode d'enseignement et des moyens d'enseignement.

UDC: Le chemin vers une meilleure école passe par des enseignants plus motivés, sachant organiser indépendamment leur travail et agissant en fonction d'objectifs clairs. En donnant plus de liberté à l'enseignant, on le motive à donner le meilleur de lui-même. Une plus grande liberté fait du métier d'enseignant, un métier de rêve.

UDC: On a aussi souvent constaté que des enseignants ayant du mal à travailler en classe prenaient la fuite en entamant une carrière de directeur dans une autre école où leur échec complet ou partiel dans la salle de classe n'est pas connu. La carrière directoriale au niveau de l'école primaire est donc devenue une échappatoire bien payée pour des enseignants ayant échoué en classe.

Verts: La confiance que la société suisse investit dans l'institution scolaire et dans ceux qui la portent – les enseignants – doit impérativement être confirmée politiquement.

Verts: Ces libertés comprennent par exemple les décisions en faveur des divisions selon l'hétérogénéité des âges, un système d'éducation adapté au mode de vie actuel au lieu d'un système figé sur les horaires traditionnels, des formes d'enseignement évoluées, pour toutes les classes, un concept de participation des enfants, jeunes gens et parents, et l'amélioration de la qualité interne.

Verts: Les devoirs de contrôle politique et social incombent aux autorités. Là aussi, des qualifications appropriées sont requises.

Verts: L'autonomie partielle des écoles s'accompagne d'un mandat de prestations, d'un budget global à respecter et de libertés laissées aux écoles obligatoires pour décider de la conception et de l'organisation des outils pédagogiques et didactiques opportuns; elle est soumise aux directives de l'école et gérée par des professionnels

5. Egalité des chances et intégration: des objectifs non négociables

PBD: Nous devons tout mettre en œuvre afin d'offrir une formation de grande qualité, y compris pour les plus faibles.

PBD: Pour préparer les élèves à la vie, il serait erroné de remettre en question la mixité sociale au sein de l'école publique.

PDC: Créer les mêmes conditions initiales pour tous: l'origine sociale des élèves influence toujours de façon décisive la réussite scolaire. Et pourtant il faudrait que l'intelligence, les prédispositions et la motivation en soient les principaux facteurs déterminants. De plus, la création de conditions initiales égales pour tous est la clé de l'intégration des enfants issus de l'immigration. Le PDC souhaite se rapprocher progressivement d'une situation idéale dans laquelle les élèves bénéficie-



Christian Wasserfallen est conseiller national PLR du canton de Berne. Il est membre de la commission de gestion du Conseil national. Il représentera le PLR dans la première table ronde



C'est l'Hôtel Bellevue à Berne qui accueillera la 1re Journée suisse de l'éducation

raient des mêmes conditions initiales à tous les niveaux du système éducatif (voir par exemple l'exigence concernant HarmoS, *Lehrplan 21*, l'école intégrative, les standards de qualité dans les Collèges ainsi que le système des bourses).

PDC: L'école intégrative: le PDC soutient sur le fond le modèle de l'école intégrative afin de développer l'égalité au niveau des conditions initiales, respectivement l'équité des chances. Il importe toutefois d'éviter une surcharge des classes ordinaires et des pertes de qualité ainsi que de conserver une prise en charge individuelle des élèves. Pour limiter ces risques, il faudrait que les élèves étrangers présentant de sérieux déficits dans la maîtrise de la langue nationale locale suivent en parallèle une année de scolarité destinée à acquérir en particulier des compétences linguistiques avant d'intégrer une classe ordinaire. S'il s'avérait que le modèle de l'école intégrative ne parvient pas à avoir les effets positifs escomptés et qu'elle amène au contraire une surcharge et des pertes de qualité, le PDC exigerait que nous fassions preuve du courage nécessaire pour prendre nos distances par rapport à ce modèle.

PLR: Possibilité de développement adéquat des capacités des écoliers normalement doués, très doués et plus faibles. Le rythme de l'enseignement doit s'adapter à l'évolution de chaque écolier, sans pour autant trop charger le corps enseignant.



Tiana Angelina Moser est conseillère nationale PVL du canton de Zürich. Elle est membre de la Commission de politique extérieure et de la Commission science éducation culture du Conseil national. Elle représentera le PVL dans la première table ronde.

PLR: Le PRD s'oppose à un système de classes séparées à long terme en fonction de critères nationaux, religieux ou ethniques. Cela va à l'encontre de la fonction d'intégration de l'école.

PLR: Les écoles disposant de structures de jour (horaires continus, cantine et école de jour) doivent être encouragées en ce sens qu'elles jouent un rôle dans l'égalité des chances. Elles simplifient l'intégration dans le quotidien scolaire des enfants étrangers autant que des petits autochtones. Par ailleurs, elles permettent aux deux parents de travailler.

PLR: Les premiers apprentissages scolaires doivent devenir possibles dès ces niveaux-là (4 ans) et selon les capacités de l'enfant. C'est au cours des premières années que les élèves peuvent être soutenus le plus efficacement. Cela concerne tout autant les enfants rencontrant des difficultés d'apprentissage que ceux qui grandissent dans un milieu socioculturel défavorisé.

PLR: L'égalité des chances n'a rien à voir avec le nivellement des capacités. Il s'agit donc de favoriser aussi bien les capacités des écoliers doués que celles des plus faibles. Une sélection conséquente et transparente effectuée par le biais d'examens n'est donc pas en contradiction avec le principe de l'égalité des chances.

PLR: Préparation optimale aux exigences de la vie professionnelle: la responsabilité personnelle et la motivation des élèves sont renforcées par des mécanismes de sélection.

PLR: Il convient de faire preuve d'une attention particulière vis-à-vis des élèves particulièrement doués et, d'autre part, de proposer un soutien scolaire aux enfants rencontrant des difficultés d'apprentissage (ce soutien pouvant prendre en option la forme d'un raccourcissement/rallongement de la durée de la scolarité obligatoire).

L'égalité des chances selon les Verts (extraits)

Le droit fondamental de la Constitution prévoyant que chaque personne a droit à une formation suffisante et gratuite à l'école publique ne garantit pas encore l'égalité des chances. L'origine sociale et le genre représentent encore des facteurs dominants de sélection dans le système scolaire.

L'égalité des chances comprend:

- un développement soutenu des écoles intégratives;
- la perméabilité à tous les cycles ou degrés;
- des efforts conjugués des équipes d'enseignant-e-s, responsables collectivement de la formation d'un groupe hétérogène d'élèves, afin de transmettre à l'élève un enseignement individualisé et de répondre ainsi à la diversité des tâches;
- une assistance pédagogique spécialisée ou sociale pour les enseignant-e-s, notamment pour l'intégration des handicapés;
- des élèves au développement plus lent, des migrants;
- des mesures d'encadrement à disposition des familles, en particulier monoparentales: horaires continus, crèches ou haltes-garderies, restaurants scolaires à midi, enseignement des langues d'origine des élèves, devoirs surveillés, etc.

L'école adapte ses méthodologies et la didactique aux besoins et aux aptitudes des enfants, et cela à tous les degrés et dans tous les domaines d'études, et prépare les outils d'enseignement et d'apprentissage appropriés. Elle doit être en mesure de mieux réaliser l'intégration des élèves en difficulté, et de différencier l'enseignement pour prendre en compte l'hétérogénéité des élèves (manière d'apprendre, culture, intérêts).

Les Verts suisses préconisent un système scolaire sans sélection avant la fin de la scolarité obligatoire, à l'image du degré secondaire I de l'école tessinoise, la *scuola media*. Les exigences individuelles et les opportunités ouvertes aux jeunes seront prises en compte sur la base d'une différenciation interne, selon le degré de l'enseignement et selon l'offre à disposition.



PLR: Le PRD demande que les notes soient (ré)- introduites à l'école à tous les niveaux. La notation est un système d'évaluation clair et simple à comprendre pour les enfants, les parents et les enseignants. Les enfants apprennent ainsi dès l'école primaire à gérer la pression de la performance.

PS: Les structures d'accueil de jour ne doivent pas être considérées comme des offres complémentaires d'accompagnement, mais elles sont une partie intégrante du mandat de formation dont l'objectif est d'encourager au mieux le développement de l'enfant.

PS: Les enfants méritent une école qui les encourage à réaliser de bonnes performances et qui les valorise. Il faut donc remplacer les mécanismes inefficaces de sélection par des objectifs de formation compréhensibles.

PS: Dans une optique d'égalité des chances, les enfants avec des besoins particuliers doivent être intégrés dans les classes régulières. Mais ce processus d'intégration ne saurait se limiter à proposer en supplément aux enfants concernés une aide pédagogique spéciale dans le cadre du système scolaire normal. Il faut bien davantage transformer l'école d'aujourd'hui de manière à l'orienter sur une philosophie pédagogique qui vise l'inclusion et qui soit ouverte aux différences et aux besoins individuels de tous les élèves et qui sache dès lors en tenir compte.

PS: Des spécialistes doivent soutenir le corps enseignant dans ses multiples tâches. En appui aux enseignants, d'autres intervenants prennent en charge les enfants durant les activités parascolaires.

UDC: Des examens de passage dans les disciplines élémentaires doivent être prévus à la fin de la troisième, de la sixième et de la neuvième année scolaire. Les élèves qui ne les réussissent pas ne sont pas promus et doivent répéter la classe. Enfin, le résultat de l'examen à la fin de la neuvième année scolaire doit se répercuter sur le salaire du futur apprenti. Pour accéder à l'école secondaire, l'élève doit passer sans exception un examen d'admission.

UDC: Autre conséquence négative de la thérapisation de l'école primaire: les enseignants ont tendance à rejeter sur les thérapeutes des décisions pénibles mais inévitables concernant des élèves particuliers. A court terme, ce procédé libère certes les enseignants de l'obligation de prendre des décisions désagréables, mais à long terme cette fuite devant les responsabilités mine leur autorité face aux parents.

UDC: Les jeunes gens violents de nationalité suisse doivent le cas échéant être envoyés (aux frais de leurs

parents) dans des établissements de rééducation. Quant aux enfants étrangers, ils doivent être expulsés de Suisse – le cas échéant avec leurs parents. Et ce d'autant plus si les parents en question ont ouvertement négligé l'éducation de leurs enfants.

Verts: L'éducation élémentaire doit pouvoir bénéficier de plus de temps, car elle est la base de toutes les formations ultérieures. Les processus de la formation ne peuvent être accélérés à souhait, ou organisés au gré des préférences ou des critères d'efficacité. Le système de la formation n'est pas soumis aux seuls principes de l'économie.

Verts: Dans nos écoles, la diversité et l'hétérogénéité doivent être intégrées normalement et considérées comme telles. La composition d'une classe et d'une école reflète notre société et nos rapports avec les diversités sociales, avec la diversité des aptitudes, des origines, des influences et des identités qui y sont rassemblées; ces règles s'appliquent aussi bien aux formateurs qu'aux personnes à former. Cette hétérogénéité contribue à nous préparer à être un citoyen ouvert sur les réalités de sa cité et sur le monde. Bien utilisée, l'hétérogénéité des âges peut être profitable dans les différents cycles d'enseignement.

Verts: Les Verts suisses se positionnent en faveur des principes de «l'hétérogénéité», de «l'égalité des chances et de l'équité» et plaident par conséquent pour une école sans exclusion. Un changement de perspective dans l'enseignement public est indispensable. Au départ, il est vain de questionner les aptitudes et les capacités de l'enfant pour juger si l'enfant est «intégrable». La question à se poser concerne bien plutôt la qualité de l'équipement de l'école, son organisation et sa capacité à intégrer tous les enfants et tous les adolescents, puis de les former selon leurs aptitudes.

Verts: Les Verts suisses luttent contre l'appel en faveur de classes pseudo-homogènes. Au lieu de cela ils préconisent plutôt des conditions cadres pour créer des groupes hétérogènes. Les compétences sociales ne sont pas favorisées par l'exclusion, mais bien plutôt par la confrontation et le débat. Les écoles régulières avec des orientations intégratives représentent une alternative efficace aux discriminations et à l'exclusion.

6. Remplir le contrat, plutôt que repeindre la façade

PLR: Le PRD souhaite que des projets pilotes soient menés sur le plan cantonal/régional dans le cadre de l'introduction du choix libre et gratuit de l'école au niveau du gymnase.

PLR: L'esprit libéral nous porterait certes à prôner le libre choix de l'école à tous les niveaux. Toutefois, un tel pas vers la libéralisation au sein de l'école obligatoire pourrait nous mettre en butte à d'énormes problèmes sociétaux (ségrégation de certains quartiers dans les villes et les agglomérations, problèmes d'intégration, etc.). Néanmoins, comme les écoles de jour, le libre choix de l'école doit pouvoir être proposé aux parents qui travaillent tous les deux.

PS: Les enfants doivent fréquenter l'école publique là où ils vivent, dans leur environnement social de proximité. Des études internationales démontrent que le «libre choix de l'école» entraîne une forte hausse des coûts et ouvre la voie à une ségrégation sociale, sans que l'on puisse prouver une amélioration de la qualité. Une telle évolution serait absurde sur le plan économique et irait en sens inverse des efforts importants que fait la société pour mieux intégrer les jeunes issus de milieux défavorisés.

Verts: Une variété de méthodes pédagogiques, de programmes et de conceptions d'organisation des écoles contribue à la richesse et à l'efficacité du système scolaire. De nombreuses voies mènent au succès. Chaque personne apprend différemment. Chaque formateur doit, de ce fait, être en mesure d'adapter et d'implémenter des formes d'enseignement et des méthodes variées (celles-ci comprenant aussi le développement d'éléments sensoriels, favorisant la coopération et l'exploration).

Verts: L'émancipation individuelle s'acquiert par l'expérience personnelle, le vécu, la recherche, la participation, la réalisation personnelle, les doutes, la réflexion, la décision et le jugement personnel. A cela s'ajoutent la connaissance des interrelations avec la nature ou avec la société, le respect des autres personnes et des autres cultures.

Verts: Les performances scolaires jouent incontestablement un rôle central dans l'enseignement. Pourtant les Verts suisses ne soutiennent pas un système d'appréciation des capacités basé sur les seuls aspects cognitifs et quantifiables. Le champ de la réussite humaine et de ses résultats s'étend bien au-delà et comprend la créativité, un comportement social et respectueux de l'environnement, la créativité, le sens du devoir, l'endurance et l'efficacité.

Verts: Les Verts suisses estiment qu'il faudrait améliorer la qualité de l'encadrement des écoles. (...) Une évaluation externe, sous l'égide du canton, serait judicieuse à des intervalles espacés. Cette évaluation se porterait sur la coopération avec les acteurs locaux, l'orientation des objectifs et leur réalisation au plan local.

7. Affermir l'éducation citoyenne

PS: L'avenir d'une société démocratique dépend du fait que les enfants et les jeunes puissent devenir des citoyennes et des citoyens responsables et capables de discernement. L'école publique doit guider les enfants et les jeunes à l'indépendance, au sens des responsabilités et à la capacité de vivre en société.

PS: L'école est un lieu d'apprentissage et d'éducation du respect et de la tolérance. La formation à la démocratie et aux droits de l'homme fait partie du programme et contribue à transmettre les valeurs idoines. La violence ne peut être tolérée ni sur le chemin de l'école, ni dans l'aire de l'école, ni en classe, et doit donc être sanctionnée. Les conflits feront l'objet d'entretiens et on cherchera ensemble des solutions.

PS: L'école est le lieu où une conscience spécifique au genre peut être développée, où les filles et les garçons, les enseignantes et les enseignants peuvent apprendre à vivre ensemble de manière égalitaire et partenariale.

UDC: Le mandat de formation qu'assume l'école primaire est un élément essentiel de l'éducation. Il exige une collaboration constructive des parents et de l'école. Le succès de l'éducation se mesure à la capacité des jeunes gens quittant l'école d'organiser indépendamment leur vie, de vivre en société et de prendre leur place dans la vie professionnelle et économique.

Verts: Les écoles sont des institutions publiques qui devraient être mieux intégrées dans l'aménagement du territoire communal: places de jeux, lieux de rencontre, salles de manifestations, bibliothèques, programmes culturels, expositions et activités des sociétés et des organisations.



Katharina Prelicz-Huber est conseillère nationale du parti des Verts du canton de Zürich. Elle est membre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture et de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique. Elle représentera les Verts dans la première table ronde.